

Unité départementale de la Marne  
Parc Technologique Henri Farman  
10 rue Clément Ader  
51100 Reims

Reims, le 23/04/2024

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/03/2024

### **Partie nominative**

#### **Société TRICOFLEX**

17 avenue Jean Juif  
CS 70015  
51300 Vitry-le-François

Affaire suivie par : Anna BERTRAND

Courriel : [ud51.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr](mailto:ud51.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr)

Références : n° D3 i 2024-263

Code AIOT : 0005701829

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 05/03/2024 de l'établissement Société TRICOFLEX implanté 17, avenue Jean Juif CS 70015 51300 Vitry-le-François. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Action nationale sur les rétentions.



#### **Participant(es) à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées :**

- Anna BERTRAND, Service prévention des risques anthropiques, Pôle risques accidentels, inspectrice de l'environnement
- Gillian PONCELET, Unité départementale de la Marne, Subdivision MARNE 1, inspecteur de l'environnement

#### **Participant(es) à l'inspection, hors inspection des installations classées :**

- CARON Vincent, HSE, TRICOFLEX
- WILLAIME Anaïs, HSE, TRICOFLEX
- LAMY Christian, directeur des opérations, TRICOFLEX

Le courriel d'échange avec l'administration est [anaïs.willaime@tricoflex.com](mailto:anaïs.willaime@tricoflex.com)

Co-rédacteur	Co-rédacteur	Vérificateur	Approbateur
 Anna BERTRAND Inspectrice de l'environnement	 Signature numérique de Gillian PONCELET Gillian PONCELET Technicien de l'environnement	Antoine GÉLARD Inspecteur de l'Environnement	Alain SZYMCZAK Chef de l'Unité Départementale de la Marne

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

### **Propositions à l'issue de la visite**

A l'issue de la visite d'inspection du 05/03/2024 de l'établissement Société TRICOFLEX implanté 17, avenue Jean Juif CS 70015 51300 Vitry-le-François, les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

#### **1) Demande de justificatifs**

A la suite de l'examen de la prescription, il est nécessaire de fournir le justificatif permettant de prouver le respect de la conformité. Dans ce cadre, le **justificatif** suivant doit être transmis sous un délai de 1 mois.

Dans l'hypothèse où le justificatif ne serait pas fourni dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

- **Dimensionnement des rétentions** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2007 article : 7.5.3
- **Disponibilité et étanchéité des rétentions** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2007 article : 7.5.3 et 7.5.5

#### **2) Mise en demeure**

Considérant le constat de l'exploitation d'installations classées pour la protection de l'environnement sans l'autorisation requise du Code de l'environnement, conformément au I de l'article L. 171-7 du Code de l'environnement, il est proposé de **mettre en demeure** l'exploitant de régulariser la situation administrative de ses installations, en déposant ou cessant son activité, pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- **Modifications des installations** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2007 article : 1.6.1 - délai : 3 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure

Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, conformément au I de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, il est proposé de **mettre en demeure** l'exploitant de respecter les prescriptions édictées, pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- **Gestion des eaux** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2007 article : 2.1.1 et 4.3.2 - délai : 3 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure
- **Consignes de sécurité** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2007 article : 7.6.5 - délai : 1 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure
- **Bassin de confinement des eaux incendie - caractéristiques** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2007 article : 7.6.7.1 - délai : 3 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure

Considérant les manquements aux obligations du chapitre Ier du Titre II du Livre V du code de l'environnement ou à celles des règlements (CE) n° 1005/2009, (UE) n° 649/2012, (CE) n° 850/2004, (UE) n° 517/2014, (CE) n° 1907/2006, (CE) n° 1272/2008, il est proposé conformément à l'article L. 521-17 de ce même code de **mettre en demeure** le fabricant ou importateur ou l'utilisateur industriel ou professionnel des substances, mélanges, articles, produits ou équipements de satisfaire à ces obligations, pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- **Mise en œuvre des préconisations des FDS** - Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006 article : 37.5 - délai : 3 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure

Unité départementale de la Marne  
Parc Technologique Henri Farman  
10 rue Clément Ader  
51100 Reims

Reims, le 23/04/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/03/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**Société TRICOFLEX**

17 avenue Jean Juif  
CS 70015  
51300 Vitry-le-François

Références : n° D3 i 2024-263  
Code AIOT : 0005701829

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/03/2024 dans l'établissement Société TRICOFLEX implanté 17, avenue Jean Juif CS 70015 51300 Vitry-le-François. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Société TRICOFLEX - 17, avenue Jean Juif CS 70015 51300 Vitry-le-François
- Code AIOT : 0005701829
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

Basée à Vitry-le-François, la société Tricoflex conçoit et fabrique une large gamme de tuyaux flexibles en thermoplastiques pour tous types d'application (jardinage, RIA, produits alimentaires...). La société produit d'ailleurs sur place leurs granulés plastiques et stocke notamment du PVC, des plastifiants, des huiles et des résines.

La visite d'inspection basée sur le respect de l'arrêté préfectoral du 12 mars 2007, s'inscrit dans le cadre d'une action nationale et vise notamment les règles de stockage en rétention et le confinement des eaux d'extinction.

Appuyée par la rencontre du 25 mars 2024 à l'unité départementale de la Marne pour faire le point sur l'augmentation importante de volumes stockés à l'extérieur et les changements d'activités sur le site, la visite a permis de faire le point sur la situation de l'établissement vis-à-vis de la nomenclature ICPE.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- classement ICPE ;
- respect des règles de stockage en rétention ;
- isolement des eaux incendie.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Outre les suites proposées concernant les points de contrôle mentionnés ci-dessous, il importe de noter que lors de la visite une incohérence administrative entre les stockages autorisés dans l'arrêté préfectoral et les stockages réels a été constatée. Ces stockages sont situés en limite de propriété, à proximité des habitations et pourraient en cas d'accident, avoir des dommages directs sur l'environnement et les habitants. En attendant, la régularisation administrative, des mesures conservatoires seront proposées au préfet pour encadrer ces stockages extérieurs.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Mise en œuvre des préconisations des FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Mise en demeure, produits chimiques	3 mois
3	Modifications des installations	Arrêté Préfectoral du 12/03/2007, article 1.6.1	Mise en demeure, dépôt de dossier et mesures conservatoires	1 et 3 mois
4	Gestion des eaux	Arrêté Préfectoral du 12/03/2007, article 2.1.1 et 4.3.2	Mise en demeure, respect de prescription, mesures conservatoires et demande de justificatif à l'exploitant	1 et 3 mois
5	Consignes de sécurité	Arrêté Préfectoral du 12/03/2007, article 7.6.5	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
6	Bassin de confinement des eaux incendie - caractéristiques	Arrêté Préfectoral du 12/03/2007, article 7.6.7.1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	Dimensionnement des rétentions	Arrêté Préfectoral du 12/03/2007, article 7.5.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Disponibilité et étanchéité des rétentions	Arrêté Préfectoral du 12/03/2007, article 7.5.3 et 7.5.5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	État des matières stockées	Arrêté Préfectoral du 12/03/2007, article 7.2.1	Sans objet
9	Produits incompatibles – rétentions	Arrêté Préfectoral du 12/03/2007, article 7.5.5	Sans objet

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

La visite d'inspection a soulevé un manque de suivi administratif du site. En effet, depuis la délivrance de l'autorisation, l'exploitant n'a pas déclaré les changements effectués sur son site et notamment, son augmentation importante de produits finis stockés en extérieur. Ce point fera l'objet d'une proposition de mise en demeure au Préfet.

En attendant la régularisation éventuelle, compte-tenu de l'impact potentiel sur les habitations situées le long du site en cas d'incendie sur le site, des mesures conservatoires sont proposées pour encadrer rapidement le stockage.

L'inspection a par ailleurs constaté d'autres non-conformités techniques qui feront également l'objet de proposition de mise en demeure, en particulier :

- le non-respect de FDS ;
- le rejet direct des eaux pluviales et eaux d'extinction incendie pour une partie des stocks extérieurs dans la nappe ;
- le manque de consignes de sécurité ;
- la non-conformité du bassin de confinement des eaux incendie.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des matières stockées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/03/2007, article 7.2.1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, État des matières stockées
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R.231-53 du code du travail.[...] L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour. Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours.
<b>Constats :</b> L'état des stocks de la veille a été présenté. Celui-ci ne reprend pas les phrases de risques comme demandé dans l'arrêté préfectoral.  Les FDS étaient disponibles le jour de l'inspection et les fiches suivantes ont été consultées : <ul style="list-style-type: none"><li>- DOA ;</li><li>- plastifiant 1370 ;</li><li>- cyclohexane.</li></ul> À noter que, le jour de l'inspection, l'exploitant ne disposait pas de plans des zones à risques mais s'est engagé à le faire en collaboration avec le SDIS.  Post inspection, le 18/03/2024, l'exploitant a transmis à l'inspection un tableau de correspondance entre les produits et les phrases de risques en vigueur.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Mise en œuvre des préconisations des FDS

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Prévention des risques
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ; [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant stocke et utilise du cyclohexanone (H226, H315, H318, H361 et H335) au milieu de son unité de production. Toutefois, il ne respecte pas l'ensemble des préconisations détaillées dans la Fiche de données de Sécurité (FDS) relative au produit.  Par échantillonnage, l'inspection a constaté les non-conformités suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- moyens d'extinction non appropriés ;</li><li>- absence de matériaux absorbants à proximité ;</li><li>- absence de douche de sécurité et rince œils.</li></ul> Post inspection, le 18/03/2024, l'exploitant a transmis à l'inspection un tableau reprenant pour chaque produit les prescriptions FDS (conditions et des opérations à effectuer). De plus, il indique avoir prévu le déplacement et réaménagement de la zone de stockage du cyclohexanone avec une future mise à disposition de rince œils, douche de sécurité, moyens d'extinction appropriés et absorbants.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant veillera à respecter l'ensemble des dispositions figurant dans toutes ses FDS et notamment celle du cyclohexane.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, produits chimiques
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 3 : Modifications des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/03/2007, article 1.6.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Modifications des installations
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 1.6.1 : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
<b>Constats :</b> En 2021, un porter à connaissance (PAC) a été transmis et fait le point sur les évolutions de classement ICPE mais ne mentionne pas d'évolution au niveau des volumes de produits stockés sur le site.  Toutefois, lors de la visite, l'inspection a pu constater la présence de nouveaux stockages qui n'ont pas été portés à la connaissance du préfet et des services de l'inspection. En effet, sur les cartes IGN (Cf Annexe confidentielle), l'inspection constate qu'entre 2010 et aujourd'hui, une surface de stockage d'environ 3 000 m <sup>2</sup> au nord du site a été créée et imperméabilisée (et donc défrichée).  De plus, l'inspection constate que ces nouveaux stocks de produits finis sont implantés en limite de propriété du site et à proximité d'habitations voisines. À noter que lors de la réunion du 25 mars 2024, l'exploitant estime que ses stockages de produits PVC sur site pourraient dépasser les 15 000 m <sup>3</sup> et donc dépasser le seuil de l'enregistrement.  Lors de la visite, l'exploitant a mentionné l'ajout d'une activité de re-broyage et de réintégration du plastique dans son processus de fabrication, ainsi que la création d'un stock tampon de ces produits re-broyés en attente d'utilisation au Nord-Est du site. Ces modifications n'ont pas fait l'objet d'un PAC et n'ont à priori pas été intégrées à l'étude de dangers du site.  Post inspection, le 18 mars 2024, l'exploitant a indiqué par mail, avoir pris contact avec des bureaux d'études pour réaliser une étude des flux en cas d'incendie (flumilog) et un dossier ICPE. De plus, il a depuis la visite, éloigné de 10 m ses stockages en bordure de propriété.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Dans un délai de 3 mois, l'exploitant portera à la connaissance du Préfet l'ensemble des modifications apportées aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, et ce depuis l'arrêté préfectoral d'autorisation initial de 2007.  En particulier, il régularisera sa situation compte tenu de ses stockages extérieurs vis-à-vis de la rubrique 2663, et fera un point sur l'ensemble de ses rubriques ICPE ainsi que les quantités autorisées. En conséquence, il mettra à jour son étude de dangers, réalisera une étude flumilog et se rapprochera services de prévention du SDIS pour valider avec eux les mesures qui seront mises en place et les alerter de la situation sur le site afin de faciliter une éventuelle intervention.  Par ailleurs, en attendant la régularisation du site et compte tenu de la proximité des habitations des mesures conservatoires seront proposées à Monsieur le Préfet afin d'encadrer le stockage extérieur selon les prescriptions des articles 2.1 et 2.4.1 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales de la rubrique 2663 (régime enregistrement). Ces mesures seront à prendre sous 1 mois et l'exploitant transmettra à l'inspection sous le même délai les preuves de la mise en œuvre de ces mesures.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, dépôt de dossier et mesures conservatoires
<b>Proposition de délais :</b> 1 et 3 mois



#### N° 4 : Gestion des eaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/03/2007, article 2.1.1 et 4.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exploitation des installations
<b>Prescription contrôlée :</b> Art 2.1.1 : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : <ul style="list-style-type: none"><li>- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;</li><li>- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;</li><li>- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.</li></ul> Art 4.3.2 : [...] Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.
<b>Constats :</b> Au niveau de la nouvelle zone de stockage extérieure située au Nord du site, l'inspection constate que les eaux de ruissellement sont collectées dans 4 grilles avaloirs (cf photographie Annexe confidentielle). Selon l'exploitant, ces regards ont été mis en place en août 2022 et permettent de collecter les eaux pluviales ainsi que les eaux d'extinction en cas d'incendie pour la nouvelle zone de stockage et de les évacuer directement vers la nappe d'eaux souterraines.  Par conséquent, l'exploitant ne respecte pas les prescriptions susvisées car il rejette directement ses effluents dans la nappe d'eaux souterraines ou vers les milieux naturels en surface.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Dans un délai de 3 mois, l'exploitant transmettra à l'inspection, les données constructeurs des grilles avaloirs permettant de déterminer si les effluents sont effectivement directement évacués en nappe, les solutions techniques qu'il aura retenues pour garantir à long terme la rétention des effluents, ainsi qu'un échéancier de leur mise en œuvre.  Dans l'attente de la régularisation des installations, des mesures conservatoires sont proposées à Monsieur le préfet. Dans un délai d'un mois, l'exploitant prendra les mesures nécessaires pour respecter les prescriptions des articles visés de l'Arrêté Préfectoral du 12 mars 2007. Il devra transmettre à l'inspection sous le même délai les preuves de la mise en œuvre de ces mesures et les justificatifs constructeurs de ces regards afin de déterminer le cheminement des effluents.  Pour rappel, le fait de déverser des effluents dans les eaux superficielles ou souterraines relève notamment de l'article L216-6 du Code de l'environnement et peut être sanctionné pénalement.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure respect de prescription, mesures conservatoires, et demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 et 3 mois

**N° 5 : Consignes de sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/03/2007, article 7.6.5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Consignes de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : [...] - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides), - les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel, - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie, - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, - la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection, seuls quelques panneaux "interdiction de fumer" ont été constatés sur le site.  De plus, l'exploitant ne dispose pas de procédure concernant les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il convient à l'exploitant de compléter son affichage notamment avec les consignes susvisées. De plus, l'exploitant déploiera une procédure concernant le déversement et l'isolement de fuites éventuelles.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 6 : Bassin de confinement des eaux incendie - caractéristiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/03/2007, article 7.6.71
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Bassin de confinement des eaux incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés aux capacités de rétention de 1 168 m <sup>3</sup> constituées de deux réservoirs : [...] - le second défini par les quais de chargement dont la capacité de stockage en eau est de 1 037 m <sup>3</sup> . Cette zone de stockage située en contrebas du reste de l'entreprise eut être remplie par le réseau de collecte des eaux pluviales et être obturée par une vanne. La vidange de ce réservoir est alors effectuée à l'aide d'une pompe de relevage installée à demeure. [...]
<b>Constats :</b> Pour la partie "historique" du site, selon l'arrêté préfectoral du 12/03/2007, les quais de chargement et canalisation du réseau d'eaux pluviales font office de bassin de confinement des eaux incendie. Toutefois, lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que c'est son parking personnel qui fait office de bassin de confinement des eaux incendie. Des justificatifs sont attendus sur ce sujet.  De plus, la rétention prévue par l'arrêté préfectoral du 12/03/2007, est dimensionnée à partir des activités et stockages autorisés par celui-ci au moment de sa publication. Or, l'inspection a constaté lors de la visite, que les activités ont été modifiées depuis 2007 et surtout, que des stockages extérieurs supplémentaires ont été ajoutés sans faire l'objet d'un porter à connaissance ni entraîner le redimensionnement des capacités de rétention du site. De plus, le stockage des produits intermédiaires issus du re-broyage n'est pas réalisé sur sol étanche et ne permet pas à l'exploitant de collecter les eaux d'extinctions en cas d'incendie. Ainsi, l'exploitant devra redéfinir ses besoins actuels en termes de confinement des eaux incendie.  La vanne de confinement (Cf photographie Annexe confidentielle) a été manipulée avec difficulté le jour de l'inspection. Cela révèle un manque de formation et d'affichage explicatif au niveau de celle-ci.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Dans un premier temps, il est demandé à l'exploitant de : - justifier le volume actuel de ses moyens de rétention des eaux d'extinction incendie ; - faire le point sur ses besoins en eau en cas d'incendie et la capacité de ses moyens de rétention des eaux d'extinction conformément aux guides D9 et D9a en intégrant les modifications survenues sur le site depuis 2007.  Enfin, l'exploitant affichera au niveau de sa vanne de confinement un protocole clair.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois